



CHAPITRE 216

Loi de l'assistance publique

SECTION I

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

Interprétation:

1. Pour les fins de la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions suivantes désignent:

« ministre »;

a) « ministre »: le ministre de la santé ou le ministre de la famille et du bien-être social, selon la juridiction qui leur est attribuée respectivement par l'article 2;

« assistance publique »;
« personne nécessiteuse »;

b) « assistance publique »: toute aide apportée aux personnes nécessiteuses;

c) « personne nécessiteuse »: toute personne, y compris ses dépendants, domiciliée dans la province de Québec et qui est dans un état d'indigence au sens du paragraphe d;

« état d'indigence »;

d) « état d'indigence »: l'état d'une personne qui ne peut subvenir, ni directement, ni indirectement, à son entretien, d'une façon temporaire ou définitive, par elle-même ou par des personnes tenues de lui fournir des aliments ou des soins;

« institution d'assistance »;

e) « institution d'assistance » ou « institution d'assistance publique »: toute institution ou organisme de bienfaisance qui, gratuitement, reçoit, garde, soigne, hospitalise ou assiste des personnes nécessiteuses et qui est reconnue comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil; ces mots comprennent également tout organisme gouvernemental désigné par le ministre et toute corporation municipale locale qui peuvent effectuer des versements d'assistance en conformité des dispositions de la présente loi et des règlements;

« institution d'assistance publique »;

CHAPTER 216

Public Charities Act

DIVISION I

INTERPRETATIVE PROVISIONS

1. For the purposes of this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions mean:

Interpretation:

(a) "Minister": the Minister of Health or the Minister of Family and Social Welfare, according to the jurisdiction assigned to them respectively by section 2;

"Minister";

(b) "public charity": any assistance given to needy persons;

"public charity";

(c) "needy person": any person, including his dependents, domiciled in the Province of Quebec, who is in a state of indigence within the meaning of paragraph d;

"needy person";

(d) "state of indigence": the state of any person who cannot, either directly or indirectly, provide for his maintenance either temporarily or definitively, by himself or by persons bound to give him support or to care for him;

"state of indigence";

(e) "charitable institution" or "public charitable institution": any benevolent institution or organization which gratuitously admits, keeps, cares for, hospitalizes or assists needy persons, and which is recognized as such by the Lieutenant-Governor in Council; such words also include any governmental organization designated by the Minister, and any local municipal corporation that may make payments of assistance in conformity with the provisions of this act and the regulations;

"charitable institution";

"public charitable institution";

« hospitalisation »: f) « hospitalisation »: la réception, la garde, les soins et l'entretien d'une personne nécessiteuse, soit dans un hôpital ou un sanatorium, soit dans toute autre institution d'assistance publique; cette expression s'entend également de l'assistance accordée à une personne nécessiteuse;

« service de l'assistance publique »: g) « service de l'assistance publique »: quant au ministère de la santé, le service de l'assistance publique de Québec, et, quant au ministère de la famille et du bien-être social, la Commission des allocations sociales du Québec et les services d'assistance sociale relevant de ce ministère;

« règlements »: h) « règlements »: les règlements adoptés en vertu de la présente loi. S. R. 1941, ch. 187, a. 3; 10 Geo. VI, c. 22, a. 26; 5-6 Eliz. II, c. 8, a. 1; 7-8 Eliz. II, c. 27, a. 9; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 2; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 86; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 7.

(f) "hospitalization": the admission, custody, care and maintenance of any needy person, either in a hospital or sanatorium or in any other public charitable institution; such expression also includes assistance granted to a needy person;

(g) "bureau of public charities": the Quebec Bureau of Public Charities, as regards the Department of Health and as regards the department of Family and Social Welfare, the Quebec Social Allowances Commission and the social assistance services relating to such department;

(h) "regulations": the regulations adopted under this act. R. S. 1941, c. 187, s. 3; 10 Geo. VI, c. 22, s. 26; 5-6 Eliz. II, c. 8, s. 1; 7-8 Eliz. II, c. 27, s. 9; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 2; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 86; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 7.

SECTION II

DU SERVICE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE

Exécution de la loi. 2. Le ministre de la santé est chargé de l'application et de l'exécution de la présente loi dans les matières relevant du domaine des hôpitaux et des sanatoriums.

Idem. Le ministre de la famille et du bien-être social est chargé de cette application et de cette exécution dans les matières suivantes: les orphelinats, les crèches et garderies d'enfants, le placement des enfants abandonnés, l'adoption, l'assistance aux personnes nécessiteuses, les institutions pour soins spéciaux, les hospices et les autres institutions d'assistance publique au sens de la présente loi, sauf les dispositions de l'alinéa précédent.

Idem. L'application et l'exécution de cette loi ont lieu par l'entremise du service de l'assistance publique relevant du ministère de la santé ou, selon le cas, du service de l'assistance publique relevant du ministère de la famille et du bien-être social. S. R. 1941, c. 187, a. 4; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 3; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 7.

Devoirs et pouvoirs. 3. 1. Les devoirs et pouvoirs du service de l'assistance publique sont les suivants:

a) Mise à exécution des prescriptions de la présente loi en vue d'aider aux oeuvres d'assistance publique;

DIVISION II

BUREAU OF PUBLIC CHARITIES

2. The Minister of Health is entrusted with the application and carrying out of this act, as regards matters relating to hospitals and sanatoria. Carrying out of act.

The Minister of Family and Social Welfare is entrusted with such application and carrying out as regards the following matters: orphanages, crèches and children's nurseries, the placing of abandoned children, adoption, assistance to needy persons, specialized institutions, houses of refuge and other public charitable institutions within the meaning of this act, subject to the provisions of the preceding paragraph. Idem.

This act shall be applied and carried out through the bureau of public charities under the Department of Health, or through the bureau of public charities under the Department of Family and Social Welfare, as the case may be. R. S. 1941, c. 187, s. 4; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 3; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 7. Idem.

3. (1) The duties and powers of the bureau of public charities shall be as follows: Duties and powers.

(a) The carrying out of this act in such a way as to assist public charitable works;

b) Coopération intime et effective, conjointement avec les œuvres d'assistance publique, au soulagement des personnes nécessiteuses;

c) Examen des demandes de subventions par les institutions d'assistance;

d) Distribution et surveillance de l'emploi des subventions en deniers ou d'aides quelconques, accordées par le lieutenant-gouverneur en conseil aux institutions reconnues d'assistance publique;

e) Adoption des mesures nécessaires pour obtenir la déportation et le rapatriement des émigrés susceptibles d'être déportés en vertu de la Loi sur l'immigration (S. R. C. 1952, chap. 325).

2. Le service de l'assistance publique exerce toutes autres fonctions qui lui sont assignées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le service de l'assistance publique emploie son activité au développement de toute oeuvre d'assistance des indigents. S. R. 1941, c. 187, a. 5; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 5.

SECTION III

DES INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

Recon- **4.** Toute institution qui désire bénéficier des privilèges conférés par la présente loi aux institutions d'assistance publique doit être reconnue comme telle par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Liste. Une liste des institutions ainsi reconnues comme institutions d'assistance publique est publiée chaque année dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 187, a. 6; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 5.

Approba- **5.** La reconnaissance d'une institution d'assistance publique en vertu de la présente loi ne s'étend pas à un agrandissement commencé après le 20 février 1939, à moins que le projet d'agrandissement n'ait été, préalablement à son exécution, approuvé, sur la recommandation du ministre, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Idem. Telle reconnaissance, quant à un agrandissement commencé ou effectué entre le 1er septembre 1936 et le 20 février 1939, est subordonnée à l'approbation de cet agrandissement par le lieutenant-gouver-

(b) Intimate and effective cooperation with public charitable works in aid of needy persons;

(c) The investigation of applications for grants by charitable institutions;

(d) The distribution and supervision of the use of the subsidies in money or aid of any kind granted by the Lieutenant-Governor in Council to recognized public charitable institutions;

(e) The taking of the necessary measures for obtaining the deportation and repatriation of immigrants who are liable to be deported under the Immigration Act (R. S. C. 1952, Chap. 325).

(2) The bureau of public charities shall perform all other duties assigned to it by the Lieutenant-Governor in Council.

The bureau of public charities shall devote its efforts to promoting every kind of assistance for the indigent. R. S. 1941, c. 187, s. 5; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 5.

DIVISION III

PUBLIC CHARITABLE INSTITUTIONS

4. Any institution wishing to avail itself of the privileges granted by this act to public charitable institutions must be recognized as such by the Lieutenant-Governor in Council.

A list of the institutions so recognized as public charitable institutions shall be published each year in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 187, s. 6; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 5.

5. The recognition of a public charitable institution in virtue of the present act shall not extend to any enlargement commenced after the 20th of February, 1939, unless the enlargement project has been, prior to the carrying out thereof, approved, upon the recommendations of the Minister by the Lieutenant-Governor in Council.

Such recognition, with respect to an enlargement commenced or effected between the 1st of September, 1936 and the 20th of February, 1939, shall be subject to the approval of such enlargement by

neur en conseil, sur la recommandation du ministre. S. R. 1941, c. 187, a. 7; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 6.

Demande. 6. La demande à cette fin est faite au service de l'assistance publique. S. R. 1941, c. 187, a. 8.

Confection de la liste. 7. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du service de l'assistance publique, détermine quelles institutions de charité ou autres doivent figurer sur la liste des institutions reconnues d'assistance publique. S. R. 1941, c. 187, a. 9.

Enquête. 8. Le service de l'assistance publique doit, afin de se renseigner avant de donner sa recommandation, faire enquête sur les mérites de l'oeuvre, son but, sa nature, sa fin et sa manière de disposer des octrois reçus. S. R. 1941, c. 187, a. 10.

Renseignements. 9. Toute institution d'assistance publique qui désire être reconnue comme telle aux termes de l'article 4 de la présente loi et qui bénéficie ou désire bénéficier des privilèges conférés par la présente loi, doit, sur demande, fournir au service de l'assistance publique tous les renseignements que ce dernier croit utile de connaître pour s'éclairer sur la situation existante de telle institution. À défaut de fournir tels renseignements, toute demande d'aide ou de renouvellement de l'aide est refusée. S. R. 1941, c. 187, a. 11; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 7.

Visite du local des indigents. 10. Toute institution d'assistance publique qui désire bénéficier ou qui bénéficie déjà des privilèges accordés en vertu de la présente loi, doit permettre, en temps ordinaire, le libre accès, au ministre ou à toute autre personne spécialement autorisée par lui en vertu de la présente loi, du local affecté aux personnes nécessiteuses. S. R. 1941, c. 187, a. 12; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 8.

Application de l'octroi. 11. Tout octroi ou aide quelconque accordé par le service de l'assistance publique à une institution d'assistance doit être appliqué en entier au soutien ou à l'hospitalisation des personnes nécessiteuses, et ne peut, de quelque façon que ce soit, être

the Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the Minister. R. S. 1941, c. 187, s. 7; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 6.

6. The application therefor must be made to the bureau of public charities. R. S. 1941, c. 187, s. 8.

7. The Lieutenant-Governor in Council, upon the recommendation of the bureau of public charities, shall determine which institutions, charitable or otherwise, shall appear on the list of recognized public charitable institutions. R. S. 1941, c. 187, s. 9.

8. The bureau of public charities shall, in order to obtain information before giving its recommendation, inquire into the merits of the work, its object, its nature, its purposes, and the manner of disposing of the subsidies received. R. S. 1941, c. 187, s. 10.

9. Every public charitable institution desiring to be recognized as such in accordance with section 4 of this act, and which benefits or desires to benefit from the privileges granted by this act, must supply to the bureau of public charities, when called upon so to do, all the information the latter deems it advisable to have for ascertaining the existing situation of such institution. If such information be not supplied, every application for aid or for renewal thereof shall be refused. R. S. 1941, c. 187, s. 11; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 7.

10. Any public charitable institution desiring to benefit or which has already benefitted from the privileges granted under this act must allow free access at the usual hours, to the place set apart for needy persons, to the Minister or to any person specially authorized by him under this act. R. S. 1941, c. 187, s. 12; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 8.

11. Any grant or aid whatsoever given by the bureau of public charities to a public charitable institution must be devoted entirely to the maintenance or hospital treatment of needy persons, and must not in any manner whatsoever be diverted

détourné de sa destination. S. R. 1941, c. 187, a. 13; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 9.

from its destination. R. S. 1941, c. 187, s. 13; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 9.

Emploi
des fonds
du service.

12. Tous les deniers, de même que toute aide quelconque attribués, en vertu de la présente loi, par les municipalités de cité, de ville, de comté, ou locales, ou provenant d'une source quelconque, au service de l'assistance publique, doivent être appliqués en totalité aux oeuvres d'assistance publique affectées au soulagement des personnes nécessiteuses. S. R. 1941, c. 187, a. 14; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 10.

12. All moneys, as well as all aid granted under this act by city, town, county or local municipalities, or derived from any source whatsoever, given to the bureau of public charities, must be wholly employed in works of public charity for the relief of needy persons. R. S. 1941, c. 187, s. 14; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 10.

Employ-
ment of
bureau's
funds.

Paiement
addition-
nel.

13. S'il est établi à la satisfaction du ministre qu'une personne nécessiteuse venant d'un territoire non organisé en municipalité doit être hospitalisée ou assistée, le service de l'assistance publique peut, sur les deniers mis à sa disposition, payer toute somme qu'il juge nécessaire en sus de la contribution proportionnelle mise à sa charge aux termes de l'article 34 de la présente loi. S. R. 1941, c. 187, a. 16; 6-7 Eliz. II, c. 9, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 12.

13. If it is established to the satisfaction of the Minister that a needy person coming from a territory not erected into a municipality must be hospitalized or assisted, the bureau of public charities may, out of the funds placed at its disposal, pay all sums that it deems necessary, in addition to the proportional contribution charged to it under section 34 of this act. R. S. 1941, c. 187, s. 16; 6-7 Eliz. II, c. 9, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 12.

Additional
payments.

Aide du
gouverne-
ment.

14. Sous réserve des dispositions des articles 13, 15 et 40, l'aide accordée par le gouvernement ne peut, dans aucun cas, excéder la contribution proportionnelle mise à sa charge par l'article 34. S. R. 1941, c. 187, a. 17; 6-7 Eliz. II, c. 9, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 13.

14. Except as provided under the provisions of sections 13, 15 and 40, the aid granted by the Government shall not, in any case, be more than the proportional contribution placed at its disposal by section 34. R. S. 1941, c. 187, s. 17; 6-7 Eliz. II, c. 9, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 13.

Government
aid.

Cas
d'urgence.

15. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à aider, de la façon qu'il le juge à propos, les oeuvres d'assistance publique de la province quand il est établi, à la satisfaction du ministre, qu'il y a urgence et nécessité absolue. S. R. 1941, c. 187, a. 18; 6-7 Eliz. II, c. 9, a. 3.

15. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to assist, in such manner as he may see fit, the works of public charity in the Province when it is established to the satisfaction of the Minister that the case is urgent and absolutely necessary. R. S. 1941, c. 187, s. 18; 6-7 Eliz. II, c. 9, s. 3.

Urgent
cases.

Taux de
l'assis-
tance.

16. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur recommandation du service de l'assistance publique, chaque année ou toutes les fois qu'il le juge nécessaire, établir les taux de l'assistance qui peut être accordée au bénéfice des personnes nécessiteuses.

16. (1) The Lieutenant-Governor in Council may, upon the recommendation of the bureau of public charities, each year or whenever he deems necessary, determine the rates of the assistance which may be granted for the advantage of needy persons.

Rates of
assistance.

Règle-
ments.

2. Il peut également faire tous règlements pour la mise à exécution des dispositions de la présente loi.

(2) He may likewise make regulations for the carrying out of the provisions of this act.

Regula-
tions.

Droits,
etc.,
sauve-
gardés.

Dans l'application de ces règlements, comme dans le fonctionnement de la présente loi, lorsqu'il s'agit de communautés

In the application of such regulations, as in the operation of this act, whenever religious communities of the Catholic faith

Rights,
etc., not
affected.

religieuses catholiques, rien ne peut préjudicier aux droits de l'évêque sur ces communautés, ni à leurs intérêts religieux, moraux et disciplinaires. S. R. 1941, c. 187, a. 20; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 14.

Approba-
tion par
l'Ordinaire.

17. Depuis le 15 mars 1924, tout contrat fait avec une institution de charité dirigée par une communauté religieuse catholique romaine, doit recevoir l'approbation de l'Ordinaire du diocèse dans lequel est située cette communauté. S. R. 1941, c. 187, a. 21.

are concerned, the rights of the bishop over such communities, as well as their religious, moral and disciplinary interests, shall in no way be prejudiced. R. S. 1941, c. 187, s. 20; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 14.

17. Since the 15th of March, 1924, every contract made with a charitable institution directed by a religious community of the Roman Catholic faith must be approved of by the Ordinary of the diocese in which such community is situated. R. S. 1941, c. 187, s. 21.

Approval
by
Ordinary.

SECTION IV

DES PERSONNES NÉCESSITEUSES DONT
L'ENTRETIEN EST AUX FRAIS DE LA
PROVINCE, DES MUNICIPALITÉS ET DES
INSTITUTIONS D'ASSISTANCE PUBLIQUE

§ 1.—*De leur admission*

Admis-
sion.

18. Peuvent être admises dans les institutions d'assistance publique aux frais du gouvernement, des municipalités et des institutions d'assistance publique, les personnes nécessiteuses qui fournissent aux autorités d'une institution d'assistance publique dans laquelle elles sont recueillies la preuve de leur état d'indigence, conformément aux dispositions de la présente loi, ainsi que la preuve de l'incapacité des personnes tenues de leur fournir des aliments ou des soins. S. R. 1941, c. 187, a. 22; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 16.

Condi-
tions
requises.

19. Nulle institution d'assistance publique ne peut recevoir une personne nécessiteuse aux frais du gouvernement et des municipalités s'il n'est remis aux autorités de telle institution:

Demande: 1° Une demande d'admission signée devant deux témoins par la personne nécessiteuse ou un de ses parents, amis ou protecteurs, comprenant le nom, les prénoms, l'occupation, l'âge et le domicile de la personne nécessiteuse, rédigée conformément aux règlements;

Certificat du maire: 2° Un certificat suivant la formule prescrite par les règlements, signé par le maire de la municipalité locale où cette personne nécessiteuse a son domicile ou par une autre personne que le conseil autorise spécialement à cette fin et qu'il

DIVISION IV

NEEDY PERSONS WHOSE MAINTENANCE IS
AT THE COST OF THE PROVINCE, OF THE
MUNICIPALITIES AND OF THE PUBLIC
CHARITABLE INSTITUTIONS

§ 1.—*Their admission*

18. The following may be admitted to public charitable institutions at the cost of the Government, of the municipalities and of the public charitable institutions: needy persons who give to the authorities of public charitable institutions in which they are received proof of the state of their indigence, in conformity with the provisions of this act, as well as proof of the incapacity of those bound to support or care for them. R. S. 1941, c. 187, s. 22; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 16.

19. No public charitable institution may receive a needy person at the expense of the Government and of the municipalities, unless there be handed to the authorities of such institution:

(1) An application for admission signed in the presence of two witnesses by the needy person himself or by a relative, a friend or a protector, containing the name in full, occupation, age and domicile of the needy person, drawn up according to the regulations;

(2) A certificate according to the form prescribed by the regulations, signed by the mayor of the local municipality in which the needy person is domiciled, or by another person specially authorized for such purpose by the council and chosen

Condi-
tions
required.

Applica-
tion;

Mayor
certificate;

désigne parmi ses membres ou parmi les officiers de la municipalité;

Certificat
du
médecin;

3° Dans le cas d'une personne nécessiteuse malade, en outre des certificats ci-dessus mentionnés, il doit être remis à l'institution un certificat du médecin traitant dans lequel ce médecin indique l'état physique de la personne nécessiteuse et atteste la nécessité de son hospitalisation pour traitement médical.

Serment.

Ces certificats doivent être attestés sous serment reçu par un juge municipal, un juge de paix, un commissaire de la Cour supérieure ou un notaire. S. R. 1941, c. 187, a. 23; 1-2 Eliz. II, c. 52, a. 3; 5-6 Eliz. II, c. 8, a. 2; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 17.

Envoi
de la
demande,
etc.

20. La demande visée par le paragraphe 1° de l'article 19 peut être envoyée, par lettre recommandée, à la corporation municipale intéressée; dans ce cas, si cette dernière ne signifie pas sa décision sur cette demande dans les trente jours de la mise à la poste de cette lettre, son silence est considéré comme un refus de sa part du certificat visé au paragraphe 2° dudit article et le requérant peut alors, en produisant une copie de cette demande accompagnée d'un certificat postal d'enregistrement, présenter la requête mentionnée à l'article 21. S. R. 1941, c. 187, a. 23a; 6-7 Eliz. II, c. 9, a. 4.

Requête
au cas
de refus.

21. Si le certificat visé par le paragraphe 2° de l'article 19 est refusé, une requête peut être présentée dans les trente jours de la date de ce refus à un juge d'une cour municipale ayant juridiction dans la municipalité intimée, s'il s'agit d'une municipalité soumise à une telle juridiction. Dans tous les autres cas, la requête est présentable à un juge de district siégeant alors dans le district judiciaire dont fait partie la municipalité intimée.

Juridic-
tion
exclusive.

La juridiction conférée à un juge municipal par les dispositions ci-dessus ne peut être exercée par un juge municipal suppléant qu'au cas de décès, d'absence ou d'incapacité d'agir du juge municipal. S. R. 1941, c. 187, a. 24; 14 Geo. VI, c. 10, a. 8; 2-3 Eliz. II, c. 54, a. 1; 4-5 Eliz. II, c. 61, a. 1; 5-6 Eliz. II, c. 8, a. 3; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 18.

Enquête.

22. Dans le cas d'appel à un juge en vertu de l'article 21, celui-ci, après avis

by it from amongst its members or from amongst the officers of the municipality;

(3) In the case of a sick needy person, there shall be handed to such institution, in addition to the above mentioned certificates, a certificate of the attending physician showing the state of health of the needy person and certifying the necessity for his hospitalization for medical treatment.

Medical
certificante;

Such certificates must be sworn to before a municipal judge, a justice of the peace, a commissioner of the Superior Court or a notary. R. S. 1941, c. 187, s. 23; 1-2 Eliz. II, c. 52, s. 3; 5-6 Eliz. II, c. 8, s. 2; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 17.

20. The application mentioned in paragraph 1 of section 19 may be sent, by registered mail, to the municipal corporation concerned; in such case, if the latter does not signify its decision upon such application within thirty days from the posting of such letter, its silence shall be considered as a refusal to give the certificate mentioned in paragraph 2 of the said section and the applicant may then, by producing a copy of such application accompanied by a postal certificate of registration, present the petition mentioned in section 21. R. S. 1941, c. 187, s. 23a; 6-7 Eliz. II, c. 9, s. 4.

Sending
of applica-
tion, etc.

21. When the certificate contemplated by paragraph 2 of section 19 is refused, a petition may be presented within thirty days of the date of such refusal, to a judge of a municipal court having jurisdiction in the respondent municipality, in the case of a municipality subject to such jurisdiction. In all other cases, the petition shall be presentable to a district judge then sitting in the judicial district of which the respondent municipality forms part.

Petition
in case of
refusal.

The jurisdiction conferred on a municipal judge by the above provisions cannot be exercised by a deputy municipal judge except in the case of death, absence or inability to act of the municipal judge. R. S. 1941, c. 187, s. 24; 14 Geo. VI, c. 10, s. 8; 2-3 Eliz. II, c. 54, s. 1; 4-5 Eliz. II, c. 61, s. 1; 5-6 Eliz. II, c. 8, s. 3; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 18.

Exclusive
jurisdic-
tion.

22. In the case of appeal to a judge under section 21, such judge, after notice

Hearing
of facts.

donné à la corporation municipale intéressée, par lettre adressée au maire ou au greffier, fait enquête sur les faits de la requête puis décide en dernier ressort de l'état d'indigence et, s'il y a lieu, du domicile de la personne nécessiteuse dont on demande l'hospitalisation.

Preuve. Le juge doit, dans la conduite de cette enquête, observer les règles ordinaires de la preuve devant une cour de justice de juridiction civile, dans les causes non appelables.

Décision communiquée au ministre. Il doit communiquer sa décision sans retard au ministre de la santé ou au ministre de la famille et du bien-être social, selon le cas, ainsi qu'au requérant et à la corporation municipale intéressée. S. R. 1941, c. 187, a. 24a; 5-6 Eliz. II, c. 8, a. 4; 6-7 Eliz. II, c. 9, a. 5; 7-8 Eliz. II, c. 27, a. 9; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 19; 9-10 Eliz. II, c. 35, a. 7.

Effet de la décision. **23.** La décision du juge constatant l'état d'indigence d'une personne qui demande ou pour qui l'on demande l'hospitalisation a les mêmes effets à tous égards qu'un certificat visé par le paragraphe 2° de l'article 19.

Hospitalisation suivant décision. De plus, si l'enquête établit à la satisfaction du juge qu'effectivement cette personne est déjà secourue d'une manière convenable par la corporation municipale de la municipalité où elle a son domicile, le juge décide si l'hospitalisation doit quand même ou non avoir lieu. S. R. 1941, c. 187, a. 24b; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 19.

Conditions nouvelles. **24.** Nonobstant toute disposition précédente, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer, quand il le juge à propos, les conditions nouvelles suivant lesquelles une requête peut être présentée à un juge d'une cour municipale ou à un juge de district, selon le cas, en vertu de l'article 21. S. R. 1941, c. 187, a. 24c; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 19.

Admission provisoire. **25.** Sur présentation de la demande d'admission et des certificats qui doivent l'accompagner, les autorités de l'institution d'assistance publique décident s'ils doivent admettre la personne nécessiteuse provisoirement et portent leur décision à la

to the municipal corporation concerned, by letter addressed to the mayor or the clerk, shall proceed to a hearing on the facts of the petition and shall then decide finally on the state of indigency and, if need be, on the domicile of the needy person whose hospitalization is applied for.

The judge, in conducting such hearing, shall observe the ordinary rules of evidence before a court of justice of civil jurisdiction, in cases without appeal. **Evidence.**

He shall transmit his decision without delay to the Minister of Health or to the Minister of Family and Social Welfare, as the case may be, and to the petitioner and to the municipal corporation concerned. R. S. 1941, c. 187, s. 24a; 5-6 Eliz. II, c. 8, s. 4; 6-7 Eliz. II, c. 9, s. 5; 7-8 Eliz. II, c. 27, s. 9; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 19; 9-10 Eliz. II, c. 35, s. 7. **Decision transmitted to minister.**

23. The judge's decision establishing the state of indigence of a person who applies, or on whose behalf application is made for hospitalization, shall have the same effect in all respects as a certificate provided for in paragraph 2 of section 19. **Effect of decision.**

Furthermore, if the hearing establishes to the satisfaction of the judge that in fact such person is already being helped in a suitable manner by the municipal corporation of the municipality in which he has his domicile, the judge shall decide whether the hospitalization should nevertheless take place or not. R. S. 1941, c. 187, s. 24b; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 19. **Hospitalization according to decision.**

24. Notwithstanding any of the foregoing provisions, the Lieutenant-Governor in Council may determine, whenever he may deem it expedient, the new conditions according to which a petition may be presented to a judge of a municipal court or a district judge, as the case may be, under section 21. R. S. 1941, c. 187, s. 24c; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 19. **New conditions.**

25. On presentation of the application for admission and of the certificates that must accompany it, the authorities of the public charitable institutions shall decide whether or not they must admit the needy person provisionally, and must inform the **Provisional admission.**

connaissance des intéressés. S. R. 1941, c. 187, a. 25; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 20.

interested parties of their decision. R. S. 1941, c. 187, s. 25; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 20.

Docu-
ments
requia.

26. La personne nécessiteuse ne peut être conduite à une institution d'assistance publique, ni y être recueillie, sans la production de la demande et des certificats qui doivent l'accompagner. En cas d'urgence et de nécessité absolue, les autorités de l'institution d'assistance publique peuvent se dispenser d'exiger le certificat du médecin, s'il est requis; mais ce certificat doit leur être remis dans les huit jours qui suivent l'admission. S. R. 1941, c. 187, a. 26; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 21.

26. No needy person may be taken to a public charitable institution, or be received there, unless the application and the certificates which must accompany it be produced. In case of urgency and absolute necessity the authorities of the public charitable institution may dispense with the production of the medical certificate, if one be required; but such certificate must be given them within eight days after the admission. R. S. 1941, c. 187, s. 26; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 21.

Admission
provisoire.

27. Dans les cas d'urgence et de nécessité absolue, les autorités de l'institution d'assistance publique peuvent ordonner qu'une personne nécessiteuse soit admise provisoirement, quand même toutes les formalités n'auraient pas été remplies, pourvu qu'elles le soient subséquemment à la satisfaction du service de l'assistance publique. S. R. 1941, c. 187, a. 27; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 22.

27. In cases of urgency and absolute necessity the authorities of the public charitable institution may order that a needy person be provisionally admitted, even if all the formalities have not been fulfilled, provided they be later on fulfilled to the satisfaction of the bureau of public charities. R. S. 1941, c. 187, s. 27; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 22.

Transmis-
sion de do-
cuments.

28. Les autorités des institutions d'assistance publique doivent, subséquemment à l'admission d'une personne nécessiteuse, transmettre au service de l'assistance publique la demande d'admission et le certificat qui l'accompagne. S. R. 1941, c. 187, a. 28; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 23.

28. The authorities of the public charitable institutions must, after the admission of any needy person, send the application for admission, with the certificate accompanying it, to the bureau of public charities. R. S. 1941, c. 187, s. 28; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 23.

Abandon
d'un
indigent.

29. Quiconque, dans le but, ou de s'en débarrasser soi-même, ou d'en débarrasser un autre, ou de la faire admettre dans une institution d'assistance publique, laisse ou abandonne dans un endroit quelconque une personne nécessiteuse, sans donner par écrit à une personne compétente pour recevoir cette déclaration, ses nom, prénoms, qualités, occupation et domicile, et pareillement ceux de la personne ainsi laissée ou abandonnée, est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cent dollars et, à défaut du paiement de cette amende, d'un emprisonnement de six mois dans la prison commune du district où l'infraction a été commise. S. R. 1941, c. 187, a. 29; 5-6 Eliz. II, c. 8, a. 5; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 24.

29. Whosoever, for the purpose of either relieving himself or of relieving another person or of having him admitted to a public charitable institution, leaves or abandons in any place whatsoever a needy person, without giving, in writing to a person competent to receive such declaration, his name in full, qualities, occupation and domicile, as well as those of the person so left or abandoned, shall be liable, on summary proceedings, to a fine of one hundred dollars, and, in default of payment of such fine, to imprisonment for six months in the common gaol of the district where the offence was committed. R. S. 1941, c. 187, s. 29; 5-6 Eliz. II, c. 8, s. 5; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 24.

Peine.

Formules.

30. Le lieutenant-gouverneur en con-

30. The Lieutenant-Governor in Forma-

seil peut, quand il le juge à propos, pour la mise à exécution de la présente loi, modifier et abroger les formules actuelles et en faire de nouvelles qu'il peut également modifier et abroger. S. R. 1941, c. 187, a. 30.

§ 2.— *De l'éligibilité à certains versements d'assistance*

Prestation
d'assis-
tance.

31. 1. Une prestation d'assistance ne dépassant pas dix dollars par mois est versée à toute personne nécessiteuse bénéficiant d'une allocation versée en vertu des dispositions

i. de la Loi de l'aide aux invalides (chap. 225),

ii. de la Loi des allocations aux aveugles (chap. 224),

iii. de la Loi de l'assistance aux personnes âgées (chap. 226) et

iv. de la Loi sur la sécurité de la vieillesse (S. R. C. 1952, chap. 200 et amendements);

Idem.

2. Une prestation d'assistance ne dépassant pas soixante-cinq dollars par mois est versée à toute personne nécessiteuse, veuve ou célibataire de sexe féminin, âgée de soixante à soixante-cinq ans exclusivement;

Presta-
tions d'as-
sistance.

3. Des prestations d'assistance peuvent aussi être faites à des personnes nécessiteuses non hospitalisées et non assistées en vertu d'autres dispositions de la présente loi, de même que des prestations additionnelles d'assistance au cas de nécessité à des personnes visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus.

Incessi-
bilité, etc.

Ces prestations sont incessibles, insaisissables et exemptes de toutes taxes provinciales et municipales.

Règle-
ments.

Les circonstances dans lesquelles elles peuvent être accordées, les formalités relatives à la demande d'assistance, à son examen et à sa décision, les sanctions au cas de fraude et toute autre matière se rapportant à des prestations sont déterminées par les règlements. S. R. 1941, c. 187, a. 30a; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 25; 9-10 Eliz. II, c. 79, a. 1.

§ 3.— *Des registres des personnes nécessiteuses hospitalisées*

Registre
et son
contenu.

32. Dans chaque institution d'assistance publique il est tenu un registre ap-

Council, whenever he deems fit, may, for the carrying out of this act, amend or repeal the forms now in use and make new ones which he may also amend or repeal. R. S. 1941, c. 187, s. 30.

§ 2.— *Eligibility for certain payments of assistance*

31. (1) A monthly assistance allowance not exceeding ten dollars shall be paid to every needy person who receives an allowance paid under the provisions

(i) of the Disabled Persons Assistance Act (Chap. 225).

(ii) of the Blind Persons Allowances Act (Chap. 224),

(iii) of the Aged Persons Assistance Act (Chap. 226) and

(iv) of the Old Age Security Act (R. S. C. 1952, Chap. 200 and amendments);

(2) A monthly assistance allowance not exceeding sixty-five dollars shall be paid to every needy widow or spinster aged sixty to sixty-five years exclusively;

(3) Assistance allowances may also be made to needy persons not hospitalized and not assisted under other provisions of this act, as well as additional assistance allowances in case of necessity to persons referred to in subsections 1 and 2 above.

Such allowances shall be inalienable, unseizable and exempt from all provincial and municipal taxes.

The circumstances in which they may be made, the formalities relating to the application for assistance, its examination and the decision thereon, penalties in case of fraud and all other matters respecting such allowances shall be determined by the regulations. R. S. 1941, c. 187, s. 30a; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 25; 9-10 Eliz. II, c. 79, s. 1.

§ 3.— *Registers of hospitalized needy persons*

32. In every public charitable institution there shall be kept a register called

pelé « registre des personnes nécessiteuses hospitalisées » dans lequel doivent être inscrits par ordre de date d'admission:

1° Les nom, prénoms, occupation, âge et domicile des personnes nécessiteuses;

2° La date de leur admission dans l'institution;

3° Le nom et le domicile des personnes qui ont demandé leur admission;

4° Le nom du médecin qui a certifié leur état, le cas échéant. S. R. 1941, c. 187, a. 31; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 26.

Examen
des
registres.

33. Pour les fins de la présente loi, le service de l'assistance publique peut, quand il le juge nécessaire, et à des heures convenables, prendre communication des registres des personnes nécessiteuses hospitalisées ainsi que de tous les documents qui ont rapport aux personnes nécessiteuses. S. R. 1941, c. 187, a. 32; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 27.

§ 4.—*Des frais d'entretien des personnes nécessiteuses*

Réparti-
tion des
frais.

34. 1. Dans tous les cas où une institution d'assistance publique recueille ou assiste une personne nécessiteuse aux frais de la province, des corporations municipales et de l'institution, la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cette personne est payée dans les proportions suivantes: un tiers par l'institution d'assistance et les deux autres tiers par le gouvernement et la corporation municipale locale dans le territoire de laquelle la personne nécessiteuse a son domicile à la date de la demande.

Corpora-
tions
muni-
cipales.

2. La contribution municipale est, quant aux corporations régies par le Code municipal, de huit pour cent, et quant aux corporations municipales de cités et de villes, de douze pour cent des taux en vigueur en vertu des dispositions de la présente loi.

Contribu-
tion non
obliga-
toire.

3. Toutefois, la corporation municipale n'est pas tenue de contribuer au soutien:

a) des personnes nécessiteuses qui ne sont pas hospitalisées et dont l'état d'invalidité est médicalement reconnu pour une période d'au moins douze mois;

b) des personnes recueillies dans des établissements pour soins spéciaux déterminés par les règlements;

"Register of hospitalized needy persons", in which there shall be entered, according to the date of admission:

(1) The name in full, occupation, age and domicile of each needy person;

(2) The date of his admission to the institution;

(3) The name and domicile of the persons who apply for his admission;

(4) The name of the physician who has certified his state of health, if any. R. S. 1941, c. 187, s. 31; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 26.

33. For the purposes of this act, the bureau of public charities may, when it deems necessary and at suitable hours, take communication of the registers of hospitalized needy persons, as well as of all documents relating to the needy persons. R. S. 1941, c. 187, s. 32; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 27.

Inspection
of
registers.

§ 4.—*Cost of maintenance of needy persons*

34. (1) In every case where a public charitable institution receives or assists a needy person at the expense of the Province, of the municipal corporations and of the institution, the cost of maintenance, of the custody and of the treatment of such person shall be paid in the following proportions: one-third by the charitable institution and two-thirds by the Government and the local municipal corporation in whose territory the needy person has his domicile on the date of the application.

Appor-
tionment
of cost.

(2) The municipal contribution shall be eight per cent in the case of corporations governed by the Municipal Code and twelve per cent in the case of city and town municipal corporations, of the rates in force under the provisions of this act.

Municipal
corpora-
tions.

(3) Nevertheless the municipal corporation shall not be required to contribute to the support:

Contribu-
tion not
obliga-
tory.

(a) of needy persons who are not hospitalized and whose illness is medically recognized for a period of at least twelve months;

(b) of persons received in institutions for such special treatments as are determined by the regulations;

c) des personnes touchant des prestations versées en vertu des dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 31;

d) de certaines autres catégories de personnes désignées par les règlements.

Domicile. 4. Pour les fins de cette contribution municipale,

a) le domicile d'une personne nécessiteuse est au lieu de sa dernière résidence pendant douze mois consécutifs;

b) l'interruption de domicile s'opère par l'écoulement de douze mois consécutifs depuis le départ d'une personne nécessiteuse d'une municipalité locale, sans possibilité d'établir un nouveau domicile;

c) le changement de domicile s'opère par une nouvelle résidence de douze mois consécutifs à l'endroit du nouveau domicile. S. R. 1941, c. 187, a. 33; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 28; 9-10 Eliz. II, c. 79, a. 2.

Erreur dans déclaration de domicile, etc.

35. 1. Si la corporation municipale appelée à contribuer sa part aux termes de l'article 34 démontre au service de l'assistance publique qu'il y a eu soit une erreur dans la déclaration de domicile, nonobstant la condition imposée au paragraphe 2° de l'article 19, soit un changement de domicile, soit une interruption de domicile aux termes de la présente loi, le gouvernement fait payer, dans les deux premiers cas, la corporation municipale dans le territoire de laquelle la personne nécessiteuse avait ou a effectivement son domicile, et il peut assumer en totalité, dans le dernier cas, la dépense prévue à l'article précédent, jusqu'à ce que soit établi un nouveau domicile.

Revision.

2. La corporation municipale appelée par le gouvernement à payer en vertu des dispositions du paragraphe précédent peut se pourvoir en revision de domicile devant le juge de district ou le juge municipal, selon le cas, siégeant à l'endroit le plus rapproché du domicile en premier lieu désigné. Le juge peut alors, à sa discrétion, condamner aux frais de la preuve la corporation municipale qui succombe. S. R. 1941, c. 187, a. 33a; 15-16 Geo. VI, c. 9, a. 1; 5-6 Eliz. II, c. 8, a. 6; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 28.

Domicile de la femme abandonnée.

36. Le domicile d'une femme mariée nécessiteuse, non judiciairement séparée de corps et dont le mari est disparu depuis au delà d'un an, s'établit, pour les fins de

(c) of persons receiving allowances paid under the provisions of subsections 1 and 2 of sections 31;

(d) of such other categories of persons as are determined by the regulations.

(4) For the purposes of such municipal contribution,

(a) the domicile of a needy person is the place of his last residence for twelve consecutive months;

(b) domicile is interrupted by the lapse of twelve consecutive months after a needy person has left a local municipality, without its being possible to determine a new domicile;

(c) change of domicile is effected by a new residence of twelve consecutive months at the place of the new domicile. R. S. 1941, c. 187, s. 33; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 28; 9-10 Eliz. II, c. 79, s. 2.

35. (1) If the municipal corporation required to contribute its share under section 34 proves to the bureau of public charities that there has been either an error in the declaration of domicile, notwithstanding the condition imposed by paragraph 2 of section 19, or a change of domicile or an interruption of domicile within the meaning of this act, the Government, in the first two cases, shall impose payment upon the municipal corporation in whose territory the needy person actually had or has his domicile, and in the last case, it may assume the total cost provided for in the preceding section, until a new domicile is established.

Error in declaration of domicile, etc.

(2) Any municipal corporation required by the Government to pay under the provisions of the preceding subsection may apply for a revision of domicile before the district judge or municipal judge, as the case may be, sitting at the place nearest to the first designated domicile. The judge may then, at his discretion, condemn the losing municipal corporation to pay the costs of the evidence. R. S. 1941, c. 187, s. 33a; 15-16 Geo. VI, c. 9, s. 1; 5-6 Eliz. II, c. 8, s. 6; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 28.

Revision.

36. The domicile of a needy married woman not judicially separated as to bed and board and whose husband has disappeared for more than one year shall be

Domicile of abandoned spouse.

la présente loi, comme si elle était veuve. S. R. 1941, c. 187, a. 33b; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 28.

determined, for the purposes of this act, as if she were a widow. R. S. 1941, c. 187, s. 33b; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 28.

Hospita-
lisation
tempo-
raire.

37. Dans le cas de l'hospitalisation d'une personne dont l'état d'indigence n'a été que temporaire, il est loisible à toute corporation municipale qui a payé une somme d'argent au gouvernement pour la dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cette personne dans une institution d'assistance publique, de réclamer par voie d'action en la manière ordinaire et d'exécution sur les biens de la personne ainsi hospitalisée, ou sur ceux des personnes tenues de lui fournir des aliments ou des soins, le remboursement, total ou partiel, des sommes versées pour cette hospitalisation à même le fonds consolidé du revenu, à charge pour la corporation municipale de remettre au ministre un montant proportionnel à la contribution du gouvernement de la province au paiement du coût de cette hospitalisation.

Rembour-
sement.

Dans tel cas et nonobstant toute loi à ce contraire, telle municipalité peut faire opérer tel remboursement par voie d'exécution sur les immeubles de la personne hospitalisée, ou ceux des personnes obligées légalement ou conventionnellement à son entretien, quel que soit le montant du jugement qu'elle obtient, ou la municipalité peut, dans le cas où la personne hospitalisée n'était pas domiciliée dans les limites de son territoire lors de son entrée dans l'institution d'hospitalisation, exercer son recours en remboursement contre la municipalité où la personne hospitalisée avait son domicile; mais tel recours par une municipalité se prescrit par trois ans de la date du paiement fait au gouvernement. S. R. 1941, c. 187, a. 34; 6-7 Eliz. II, c. 9, a. 6; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 29; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 91.

État
spécial
à être
produit.

38. Les autorités de chaque institution d'assistance publique sont tenues de fournir au service de l'assistance publique, conformément aux règlements, un état spécial indiquant séparément les noms des personnes nécessiteuses à la charge du gouvernement, des corporations municipales et de l'institution, la date de leur entrée

37. In the case of the hospitalization of a person whose indigency was of a temporary nature only, any municipal corporation which has paid a sum of money to the Government for the cost of the maintenance, custody and treatment of such person in a public charitable institution may claim, by means of ordinary action and execution against the property of the person so hospitalized or against the property of the persons obliged to supply him with food or care, the reimbursement of the whole or part of the sums paid out of the consolidated revenue fund for such hospitalization, subject to the obligation on the part of the municipal corporation to hand over to the Minister an amount proportionate to the contribution of the Government of the Province to the payment of the cost of such hospitalization.

Tempo-
rary
hospital-
ization.

In such case and notwithstanding any act contrary thereto, such municipality may cause such reimbursement to be made by means of execution against the immoveables of the person so hospitalized, or against those of such persons who are legally or conventionally bound to support him, whatever the amount contained in the judgment rendered in favour thereof, or the municipality may, in the case of the hospitalized person not being domiciled within the limits of its territory at the time of his admission to the institution of hospitalization, exercise its recourse for reimbursement against the municipality wherein the hospitalized person was domiciled; but such recourse by a municipality shall be prescribed after three years as from the date of the payment made to the government. R. S. 1941, c. 187, s. 34; 6-7 Eliz. II, c. 9, s. 6; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 29; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 91.

Reim-
burse-
ment.

38. The authorities of every public charitable institution shall send to the bureau of public charities, in conformity with the regulations, a special statement indicating separately the names of the needy persons at the expense of the Government, of the municipal corporation and of the institution, the date of their admis-

Special
statement
to be sent.

et de leur sortie temporaire ou définitive, le nombre de jours pendant lesquels elles ont été assistées et le montant dû par le service de l'assistance publique pour l'hospitalisation ou le soutien de chaque personne nécessiteuse. S. R. 1941, c. 187, a. 35; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 29.

État des
montants
dûs.

39. Sur réception de cet état, le service de l'assistance publique doit préparer sans retard, pour chaque corporation municipale où les personnes nécessiteuses assistées avaient leur domicile aux termes de la présente loi, un état détaillé des montants dus par chacune et transmettre au secrétaire-trésorier ou greffier de toute corporation municipale intéressée, un relevé de cet état contenant les noms des personnes nécessiteuses à l'entretien desquelles la corporation municipale doit contribuer, ainsi que le montant qu'elle doit, et un avis d'avoir à verser au service de l'assistance publique, au cours des trente jours suivant la réception dudit avis, le montant dû pour cette contribution. S. R. 1941, c. 187, a. 36; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 29.

Indigence
non
reconnue.

40. Nonobstant toute disposition contraire de la présente loi, quand, dans un but d'humanité et de protection publique, le service de l'assistance publique juge convenable l'hospitalisation d'une personne dont l'état d'indigence n'est pas reconnu par une municipalité, il est cependant loisible au service de l'assistance publique, sous l'autorité du ministre, de payer, en tout ou en partie, l'hospitalisation de cette personne. S. R. 1941, c. 187, a. 37.

Action
contre une
corpora-
tion.

41. Le montant dû par une corporation obligée à l'entretien de toute personne nécessiteuse dans une institution d'assistance publique en vertu des dispositions précédentes est recouvré par voie d'action ordinaire devant un tribunal de juridiction compétente. S. R. 1941, c. 187, a. 38; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 30.

Preuve.

42. Dans toute poursuite ou procédure intentée pour le recouvrement de ce qui est dû pour l'entretien d'une ou de plusieurs personnes nécessiteuses dans une institution d'assistance publique, une copie certifiée par le ministre ou le sous-ministre,

sion and temporary or definitive discharge, the number of days during which they were assisted and the amount due by the bureau of public charities for the hospitalization or maintenance of each needy person. R. S. 1941, c. 187, s. 35; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 29.

39. On receipt of such statement the bureau of public charities must make out, without delay, for every municipal corporation where the needy persons assisted had their domicile under the terms of this act, a detailed statement of the amounts due by each, and must send to the secretary-treasurer or clerk of each local municipal corporation interested an extract from such statement containing the names of the needy persons for whose maintenance the municipal corporation must contribute, as well as the amount which it owes, and a notice calling for the payment to the bureau of public charities, within thirty days following the receipt of the said notification, of the amount due for such contribution. R. S. 1941, c. 187, s. 36; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 29.

40. Notwithstanding any provision of this act to the contrary, when the bureau of public charities, from motives of humanity and protection of the public, deems expedient the hospitalization of a person whose indigent state has not been admitted by a municipality, it may, however, under the Minister's authority, pay for the whole or part of the hospitalization of such person. R. S. 1941, c. 187, s. 37.

41. The amount due by a corporation obliged to maintain any needy person in a public charitable institution under the foregoing provisions shall be recovered by means of an ordinary suit before any court of competent jurisdiction. R. S. 1941, c. 187, s. 38; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 30.

42. In every suit or proceeding taken for recovery of what is due for the maintenance of one or more needy persons in a public charitable institution, a copy, certified by the Minister or Deputy Minister, of the authorization for the admission of

de l'autorisation de l'admission d'une personne nécessiteuse et les copies ou extraits certifiés par le ministre ou le sous-ministre, des documents mentionnés dans la présente section, constituent une preuve suffisante, sans autre preuve, pour obtenir jugement. S. R. 1941, c. 187, a. 39; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 31.

a needy person, and the copies or extracts, certified by the Minister or Deputy Minister, of the documents mentioned in this division, shall be sufficient proof, without any other evidence, for obtaining a judgment. R. S. 1941, c. 187, s. 39; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 31.

Dette
impossible.

43. Le montant payé par les municipalités locales, en vertu des dispositions de la présente loi est considéré comme une dette impossible en vertu du Code municipal ou de la charte de toute cité ou ville, et peut être perçu comme taxe ordinaire. S. R. 1941, c. 187, a. 40.

43. The amount paid by the local municipalities under the provisions of this act shall be considered a debt assessable under the Municipal Code or under the charter of any city or town, and may be collected like an ordinary tax. R. S. 1941, c. 187, s. 40. Debt like ordinary taxes.

Percep-
tion.

44. Pour le paiement de toutes sommes réclamées d'une municipalité locale en vertu de la présente loi, il est procédé à la perception de la même manière que pour les sommes payables par une corporation ou un conseil local. S. R. 1941, c. 187, a. 41.

44. The same formalities shall be followed for the payment of all amounts claimed from a local municipality in virtue of this act, as for the payment of all other sums payable by a corporation or local council. R. S. 1941, c. 187, s. 41. Collection.

Privilège
de la
couronne.

45. Toute somme due au gouvernement en vertu de la présente loi, constitue une dette privilégiée qui prend rang immédiatement après les frais de justice. S. R. 1941, c. 187, a. 42.

45. Every sum due the Government under this act shall be a privileged debt, ranking immediately after law costs. R. S. 1941, c. 187, s. 42. Privilege of Crown.

Paiement
des trans-
ports.

46. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, les frais de transport d'une personne nécessiteuse, soit d'une municipalité à une institution d'assistance publique, soit de cette dernière à une autre institution, soit de l'institution elle-même à la municipalité où elle a son domicile, sont payables par la corporation municipale locale tenue au paiement partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de la personne nécessiteuse dans une institution d'assistance publique. S. R. 1941, c. 187, a. 43; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 32.

46. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, the cost of transferring a needy person either from a municipality to a public charitable institution, or from the latter to another such institution, or from the institution itself to the municipality in which he has his domicile, shall be payable by the local municipal corporation bound to the partial payment of the maintenance, custody and treatment of such needy person in a public charitable institution. R. S. 1941, c. 187, s. 43; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 32. Payment of transferring costs.

SECTION V

PERSONNES NÉCESSITEUSES DÉTENUES EN PRISON

Hospita-
lisation.

47. Le ministre, sur telle preuve qu'il juge suffisante de l'état d'indigence et de la nécessité d'hospitalisation d'une personne incarcérée dans une prison ou dans tout autre lieu de détention, peut autoriser

DIVISION V

NEEDY PERSONS CONFINED IN GAOLS

47. The Minister, upon proof deemed by him sufficient of the indigent state and of the necessity for hospital treatment of any person confined in a gaol or other place of detention, may authorize any Hospitalization.

une institution d'assistance publique qu'il désigne, à recevoir cette personne, après sa sortie du lieu où elle est détenue et, de temps à autre s'il le juge nécessaire, changer le lieu de son hospitalisation. S. R. 1941, c. 187, a. 44.

Païement
des
dépenses.

48. La dépense de l'entretien, du séjour et du traitement de cette personne dans toute institution d'assistance publique est payée à raison d'un tiers par l'institution et de deux tiers par le gouvernement. S. R. 1941, c. 187, a. 45; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 34.

Frais de
transfert.

49. Les frais de transfert de cette personne nécessiteuse de la prison à l'institution d'assistance sont payables par la municipalité locale tenue au paiement partiel de l'entretien, du séjour et du traitement de la personne nécessiteuse dans l'institution d'assistance publique, et ils peuvent lui être réclamés aussitôt après qu'ils sont encourus. S. R. 1941, c. 187, a. 46; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 35.

SECTION VI

DES AVANCES AUX INSTITUTIONS D'ASSISTANCE

Avances
autorisées.

50. Le ministre des finances est autorisé à avancer au service de l'assistance publique, à même le fonds consolidé du revenu, en attendant la perception des contributions payables par des corporations municipales, les deniers nécessaires pour verser ces contributions aux institutions d'assistance publique.

Rembour-
sement.

Ces avances sont remboursées au fonds consolidé du revenu à même les sommes perçues des corporations municipales et au fur et à mesure de leur perception. S. R. 1941, c. 187, a. 47a; 9 Geo. VI, c. 47, a. 1; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 37.

SECTION VII

DES HÔPITAUX ET HOSPICES MUNICIPAUX

Établisse-
ment.

51. Il est loisible à une ou plusieurs municipalités locales constituées par charte spéciale ou en vertu d'une loi générale, ou à une ou plusieurs municipalités de comté, de passer des règlements pour établir et maintenir des hôpitaux, hospices

public charitable institution he may designate, to admit such person after his discharge from the place where he is confined and may, from time to time if he deems it necessary, change the place of his hospital treatment. R. S. 1941, c. 187, s. 44.

48. The expense of maintenance, custody and treatment of such person in any public charitable institution shall be paid in the proportion of one-third by the institution and two-thirds by the Government. R. S. 1941, c. 187, s. 45; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 34.

49. The cost of transfer of such needy person from the gaol to the charitable institution shall be payable by the local municipality bound to the partial payment of the maintenance, custody and treatment of the needy person in the charitable institution, and may be claimed from it immediately after being incurred. R. S. 1941, c. 187, s. 46; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 35.

DIVISION VI

ADVANCES TO CHARITABLE INSTITUTIONS

50. The Minister of Finance is authorized to advance to the bureau of public charities, out of the consolidated revenue fund, pending the collection of the contributions payable by municipal corporations, the moneys necessary to pay such contributions to public charitable institutions.

Such advances shall be repaid to the consolidated revenue fund out of the sums collected from the municipal corporations as such collection is made. R. S. 1941, c. 187, s. 47a; 9 Geo. VI, c. 47, s. 1; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 37.

DIVISION VII

MUNICIPAL HOSPITALS AND HOMES

51. One or more local municipalities incorporated by a special charter or under a general act, or one or more county municipalities, may pass by-laws for establishing and maintaining hospitals, homes or refuges, creches, sanatoria or any other

ou refuges, crèches, sanatoriums, maisons de retraite ou toutes autres institutions d'assistance en vue d'hospitaliser ou recueillir les personnes nécessiteuses dont le domicile est situé dans les limites de telles municipalités locales ou de comté. S. R. 1941, c. 187, a. 48; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 38.

charitable institutions for treating in a hospital or receiving needy persons whose domicile is situated within the limits of such local or county municipalities. R. S. 1941, c. 187, s. 48; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 38.

Approba-
tion des
règle-
ments.

52. Le règlement du conseil ou des conseils locaux ou de comté est soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et sujet à l'émission d'un permis pour l'établissement et le maintien de telles institutions d'assistance municipale. S. R. 1941, c. 187, a. 49.

52. The by-law of the local or county council or councils shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council, and be subject to the issue of a permit for the establishment and maintenance of such municipal charitable institutions. R. S. 1941, c. 187, s. 49.

Adminis-
tration.

53. Ces institutions d'assistance sont administrées par les membres du conseil ou des conseils locaux ou de comté ou par toutes autres personnes désignées par eux. S. R. 1941, c. 187, a. 50.

53. Such charitable institutions shall be administered by the members of the local or county council or councils or by any other person designated by them. R. S. 1941, c. 187, s. 50.

Conseil
d'adminis-
tration.

54. Tel conseil d'administration d'institution d'assistance municipale voit à l'observance de la présente loi; il s'occupe de fournir à ces institutions les moyens de subsistance; il administre les affaires de ces institutions, et il recueille les dons et subventions qui leur sont accordés. S. R. 1941, c. 187, a. 51.

54. Such council of administration of municipal charitable institutions shall see to the observance of this act; it shall see to supplying such institutions with means of subsistence; it shall administer the affairs of such institutions and receive the donations and subsidies given them. R. S. 1941, c. 187, s. 51.

Surveil-
lance.

55. Ces institutions d'assistance sont sous la surveillance du service de l'assistance publique. S. R. 1941, c. 187, a. 52.

55. Such charitable institutions shall be under the supervision of the bureau of public charities. R. S. 1941, c. 187, s. 52.

Subven-
tions.

56. Telles institutions d'assistance peuvent être appelées à faire valoir leurs droits aux subventions ou aides accordées par le service de l'assistance publique, aux conditions édictées par la présente loi. S. R. 1941, c. 187, a. 53.

56. Such charitable institutions may be required to justify their right to the subsidies or aid granted by the bureau of public charities under the conditions enacted by this act. R. S. 1941, c. 187, s. 53.

Annula-
tion du
permis.

57. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête des intéressés ou pour toutes autres raisons qu'il juge suffisantes, mettre fin au permis. S. R. 1941, c. 187, a. 54.

57. The Lieutenant-Governor in Council may cancel the permit at the request of the interested parties or for any other reason he may deem sufficient. R. S. 1941, c. 187, s. 54.

SECTION VIII

DE L'ASSISTANCE MUNICIPALE

Droits
du
pauvre.

58. Les droits du pauvre imposés et perçus par chaque municipalité en vertu des dispositions de la Loi des droits sur

DIVISION VIII

MUNICIPAL CHARITIES

58. The poor taxes imposed and collected by each municipality under the provisions of the Amusement Tax Act

les divertissements (chap. 76), sont versés en totalité à son fonds de l'assistance municipale, et la moitié de ce fonds, sans déduction des frais de perception et autres, est transmise au ministre du revenu pour être versée au fonds consolidé du revenu. S. R. 1941, c. 187, a. 55; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 39; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 88.

Applica-
tion des
deniers.

59. Le budget affecté à l'assistance municipale ne peut, sous aucune considération, être appliqué au paiement d'aucunes dépenses autres que celles encourues pour le soutien des personnes nécessiteuses de la municipalité, sans la permission du lieutenant-gouverneur en conseil. Les frais de perception sont payés à même la partie de ce fonds appartenant à la municipalité. S. R. 1941, c. 187, a. 56; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 40.

Rensei-
gnements.

60. Il est du devoir des officiers de tout conseil municipal de fournir, sur demande, au service de l'assistance publique, tous les renseignements dont il a besoin touchant l'administration du budget de l'assistance municipale. S. R. 1941, c. 187, a. 57.

Certificat.

61. Le secrétaire-trésorier, le greffier ou tout fonctionnaire de tout conseil municipal préposé à cette charge, doit, sur demande, fournir aux institutions d'assistance publique, situées dans les limites de leur municipalité, un certificat établissant le montant de l'aide accordée par son conseil municipal et tous autres détails concernant les relations existant entre la municipalité et l'institution d'assistance qu'il subventionne. S. R. 1941, c. 187, a. 58.

Paiement
des
montants
requis.

62. Le ministre des finances de la province payera, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, à même les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature, les montants requis pour l'exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 187, a. 59; 5-6 Eliz. II, c. 8, a. 7; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 89.

Certains
paiements.

63. Lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil a pris, avant le 1er avril 1961, envers une institution de charité, l'engagement prévu par l'article 19 de la Loi de

(Chap. 76) shall be entirely paid into its municipal charity fund, and one-half of such fund shall, without deducting the cost of collection and other costs, be transmitted to the Minister of Revenue to be paid into the consolidated revenue fund. R. S. 1941, c. 187, s. 55; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 39; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 88.

59. The budget for a municipal charity must not under any consideration be used for paying other expenses than those incurred for the maintenance of the needy persons of the municipality, without the permission of the Lieutenant-Governor in Council. The cost of collection shall be paid out of the share of the fund belonging to the municipality. R. S. 1941, c. 187, s. 56; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 40.

60. It shall be the duty of the officers of every municipal council to give, on application, to the bureau of public charities, all the information it needs respecting the administration of the moneys of the municipal charities. R. S. 1941, c. 187, s. 57.

61. The secretary-treasurer, the clerk or any officer of any municipal council charged with such duty must, on application, furnish, to the public charitable institutions situated within the limits of their municipalities, a certificate showing the amount of the aid granted by its municipal council and all other details regarding the relations between the municipality and the charitable institution which it subsidizes. R. S. 1941, c. 187, s. 58.

62. The Minister of Finance of the Province shall pay, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, out of the money voted annually for that purpose by the Legislature, the amount required for the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 187, s. 59; 5-6 Eliz. II, c. 8, s. 7; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 89.

63. When the Lieutenant-Governor in Council has entered prior to the 1st of April 1961 into an undertaking with any charitable institution as provided under

l'assistance publique (Statuts refondus, 1941, chap. 187) ou par toute disposition que cet article a remplacée, le ministre des finances effectue les paiements découlant de cet engagement sur les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature, pour le service de l'assistance publique, et ces deniers sont en premier lieu affectés à tel paiement.

Insuffi-
sance.

Toutefois au cas d'insuffisance, le paiement est effectué sur le fonds consolidé du revenu.

Condi-
tions.

Dans tous les cas le paiement résultant de tel engagement est subordonné à l'observance par l'institution de charité des conditions imposées par la présente loi et par les arrêtés en conseil. S. R. 1941, c. 187, a. 60; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 41; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 90.

Ententes
autorisées.

64. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le ministre à conclure, pour le compte du gouvernement de la province, avec le gouvernement du Canada ou tout ministre autorisé à agir de sa part, ainsi qu'avec tout autre gouvernement et toute corporation municipale ou autre organisme, des ententes pour le remboursement d'une quote-part de versements d'assistance effectués en vertu de la présente loi. S. R. 1941, c. 187, a. 62a; 8-9 Eliz. II, c. 73, a. 44.

section 19 of the Public Charities Act (Revised Statutes, 1941, Chap. 187) or under any provision replaced by the said section, the Minister of Finance shall make the payments resulting from such undertaking out of the moneys voted annually, for such purpose, by the Legislature, for public charities service, and such moneys shall first be appropriated for such payment.

However, in case of insufficiency, such payment shall be made out of the consolidated revenue fund.

In every case the payment resulting from such undertaking shall be made provided that the conditions imposed by this act and by the orders-in-council have been observed by the charitable institution. R. S. 1941, c. 187, s. 60; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 41; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 90.

64. The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister to make, on behalf of the Government of the Province, with the Government of Canada or any minister authorized to act on its behalf, as well as with any other government and any municipal corporation or other body, agreements for the reimbursement of a portion of payments of assistance made under this act. R. S. 1941, c. 187, s. 62a; 8-9 Eliz. II, c. 73, s. 44.